



Partout dans le monde, en France, dans nos ministères, les dérèglements s'accumulent

25/26 septembre : marches mondiales pour le climat

Le défi climatique est plus prégnant que jamais : l'objectif de contenir le réchauffement planétaire dans une fourchette comprise entre 1,5°C et 2°C défini dans l'accord de Paris s'éloigne. Définitivement ? Les conséquences des dérèglements climatiques touchent plus rapidement et fortement les populations que ne le laissaient entrevoir les scientifiques.

Le cri d'alerte des scientifiques sur l'effondrement de la biodiversité résonne plus que jamais !

Depuis le 5 mars 2020, jour du dérèglement, la France est à découvert climatique. Le confinement n'y a rien changé !

Environnement : Une politique publique avec des ambitions en hausse et des effectifs en baisse !

Au-delà des discours d'intention, nos ministères se doivent d'être au cœur des réflexions d'évitement et d'adaptation, tant sur les ressources que sur les infrastructures publiques. Pour cela ils doivent avoir les moyens de mettre en œuvre des politiques vitales de long terme.

Non seulement les baisses d'effectifs des services et établissements publics subies depuis de trop nombreuses années doivent cesser, mais le déploiement de nouveaux moyens est une nécessité absolue.

-  **A la veille des annonces budgétaires 2021 qui vont contribuer à déconstruire un peu plus nos ministères ;**
-  **Quand paradoxalement, notre service public est la clé d'une écologie des territoires prônée par le 1^{er} ministre ;**

La FSU de la transition écologique, des territoires et de la mer appelle les personnels à se joindre aux citoyen-nes dans les marches pour le climat organisées à proximité de chez vous et à vous identifier comme agent-e d'un ministère en perdition !

Elle vous propose un modèle de panneau pour utilisation dans les marches que vous pouvez [télécharger et adapter à votre guise ici.](#)



Communiqué du collectif « plus jamais ça ! »

Les 25 et 26 septembre : partout dans l'action pour le climat et l'emploi



Les 25 et 26 septembre ont lieu les marches internationales pour le climat. Parce que la fin du monde et la fin du mois sont un même combat, parce que face aux destructions d'emplois et à l'urgence écologique nous refusons d'opposer justice sociale et environnementale, les organisations membres du collectif « Plus jamais ça » appellent à participer et à multiplier les différentes initiatives de mobilisations locales décidées autour des 25 et 26 septembre.

Nous ne nous résignons pas à ce que le jour d'après ressemble au jour d'avant, en pire. La pandémie de la Covid 19 a mis cruellement en lumière les problèmes environnementaux, productifs, sociaux préexistants, dont souffrent le plus celles et ceux qui ont le moins. Nous sommes convaincu-e-s que c'est par la mobilisation que nous imposerons les mesures de justice sociale et environnementale nécessaires et que la situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques. C'est pourquoi nous appelons à nous rassembler dans des lieux symboliques de ces impératifs. En voici quelques exemples. Pour exiger un plan de relocalisation, nous soutiendrons les salarié-e-s de la papeterie de La Chapelle Darblay menacée de fermeture. Pour préserver les terres agricoles, nous agirons face au projet de centre commercial « Oxylane », porté par Décathlon en périphérie de Montpellier. Cette fin de semaine-là, c'est aussi pour exiger un autre futur pour la jeunesse que nous appelons à soutenir les marches dans le cadre de la journée internationale de la grève scolaire pour le climat vendredi 25 septembre et l'appel à la mobilisation de « l'Assemblée pour l'Amazonie » pour défendre le poumon de la planète menacée par la déforestation et les mega-incendies ». Pour dénoncer l'industrie polluante et la carence des pouvoirs publics en matière de prévention et d'information, nous manifesterons à Rouen un an après l'explosion de l'usine Lubrizol.

Nous marcherons aussi en solidarité avec les populations victimes du comportement irresponsable des multinationales françaises qui engendrent des atteintes graves et risques d'atteintes graves aux droits humains et à l'environnement, comme le méga-projet pétrolier de Total en Ouganda et Tanzanie.

Nous appelons aussi sur tout le territoire à l'organisation de débats autour des propositions du « plan de sortie de crise » présenté par le collectif « Plus jamais ça » et sur les meilleures manières de les voir mises en œuvre. A partir des luttes et alternatives territoriales, nous appelons les collectifs, les organisations à s'en saisir au niveau local pour faire remonter leurs réactions, critiques et compléments, dont nous nous saisirons pour avancer dans nos propositions.

En effet, alors que le chômage, la précarité et la pauvreté augmentent de façon inquiétante, alors que le chantage à l'emploi bat son plein dans les entreprises, alors que les services publics, mis à mal par des années d'austérité, ne font face à la situation que grâce au dévouement des personnels, le gouvernement annonce un « plan de relance » qui revient à déverser des milliards d'euros sur les entreprises sans contrepartie sociale et environnementale.

Nous exigeons, à l'inverse, que soient prises des mesures de rupture. Celles que nous avons présentées dans notre « plan de sortie de crise » sont une première réponse qu'il convient d'approfondir, de développer, de faire partager par le plus grand nombre pour construire un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral.

Nous appelons ainsi sur tout le territoire à multiplier les initiatives et rassemblements autour du 25 et 26 septembre, et à faire converger les mobilisations pour l'emploi et pour l'environnement.